
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 41

Loi modifiant certaines dispositions
législatives d'ordre fiscal

Bill 41

An Act to amend certain
fiscal legislation

Première lecture

First reading

M. HARVEY (Jonquière)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

ROCH LEFEBVRE

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 41

Loi modifiant certaines dispositions
législatives d'ordre fiscal

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

[[1. L'article 14a de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1964, chapitre 71), édicté par l'article 3 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est abrogé.

2. L'article 16a de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est abrogé.

3. L'article 17a de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 8 du chapitre 26 des lois de 1971, est abrogé.

4. Les articles 17b et 17c de ladite loi, édictés par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, sont abrogés.

5. L'article 17e de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est abrogé.

6. L'article 17f de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 10 du chapitre 26 des lois de 1971, est abrogé.

Bill 41

An Act to amend certain
fiscal legislation

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

[[1. Section 14a of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 71), enacted by section 3 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

2. Section 16a of the said act, enacted by section 5 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

3. Section 17a of the said act, enacted by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 8 of chapter 26 of the statutes of 1971, is repealed.

4. Sections 17b and 17c of the said act, enacted by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, are repealed.

5. Section 17e of the said act, enacted by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

6. Section 17f of the said act, enacted by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 10 of chapter 26 of the statutes of 1971, is repealed.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet contient des dispositions de concordance rendues nécessaires par le regroupement de dispositions d'ordre fiscal effectué par le projet de loi 40 concernant le ministère du revenu.

EXPLANATORY NOTE

This bill contains concordance provisions necessitated by the grouping of fiscal provisions made by Bill 40 respecting the Revenue Department.

7. Les articles 17*g* à 17*j* de ladite loi, édictés par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, sont abrogés.

8. L'article 20 de ladite loi, remplacé par l'article 13 du chapitre 26 des lois de 1971, est modifié en retranchant le paragraphe 3.

9. L'article 23 de ladite loi, remplacé par l'article 15 du chapitre 26 des lois de 1971, est abrogé.

10. L'article 28 de ladite loi est abrogé.

11. L'article 29 de ladite loi, modifié par l'article 18 du chapitre 26 des lois de 1971, est abrogé.

12. L'article 32 de ladite loi est abrogé.

13. Les articles 14 et 15 de la Loi de l'impôt sur le tabac (Statuts refondus, 1964, chapitre 72) sont abrogés.

14. L'article 19 de ladite loi est abrogé.

15. L'article 21 de ladite loi, remplacé par l'article 10 du chapitre 27 des lois de 1971, est abrogé.

16. L'article 25 de ladite loi est abrogé.

17. L'article 26 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 27 des lois de 1971, est abrogé.

18. L'article 27 de ladite loi est abrogé.

19. La Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 73) est modifiée en insérant, après l'article 1, le suivant :

« **1*a*.** Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi. ».

20. L'article 7 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 28 des lois de

7. Sections 17*g* to 17*j* of the said act, enacted by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, are repealed.

8. Section 20 of the said act, replaced by section 13 of chapter 26 of the statutes of 1971, is amended by striking out sub-section 3.

9. Section 23 of the said act, replaced by section 15 of chapter 26 of the statutes of 1971, is repealed.

10. Section 28 of the said act is repealed.

11. Section 29 of the said act, amended by section 18 of chapter 26 of the statutes of 1971, is repealed.

12. Section 32 of the said act is repealed.

13. Sections 14 and 15 of the Tobacco Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 72) are repealed.

14. Section 19 of the said act is repealed.

15. Section 21 of the said act, replaced by section 10 of chapter 27 of the statutes of 1971, is repealed.

16. Section 25 of the said act is repealed.

17. Section 26 of the said act, amended by section 13 of chapter 27 of the statutes of 1971, is repealed.

18. Section 27 of the said act is repealed.

19. The Meals and Hotels Tax Act (Revised Statutes 1964, chapter 73) is amended by adding after section 1 the following :

“**1*a*.** The Minister of Revenue shall have charge of the carrying out of this act.”.

20. Section 7 of the said act, replaced by section 4 of chapter 28 of the statutes

1971, est modifié en retranchant le paragraphe 3.

21. L'article 8a de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 36 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 5 du chapitre 28 des lois de 1971, est abrogé.

22. L'article 9 de ladite loi est abrogé.

23. L'article 10a de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 28 des lois de 1971, est abrogé.

24. L'article 11a de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, est abrogé.

25. L'article 11b de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 8 du chapitre 28 des lois de 1971, est abrogé.

26. Les articles 11c et 11d de ladite loi, édictés par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, sont abrogés.

27. L'article 11f de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, est abrogé.

28. L'article 11g de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 10 du chapitre 28 des lois de 1971, est abrogé.

29. Les articles 11h à 11k de ladite loi, édictés par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, sont abrogés.

30. L'article 11l de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 11 du chapitre 28 des lois de 1971, est abrogé.

31. La Loi de la taxe sur les télécommunications (1965, 1^{re} session, chapitre 28) est modifiée en insérant, après l'article 1, le suivant:

of 1971, is amended by striking out subsection 3.

21. Section 8a of the said act, enacted by section 2 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 5 of chapter 28 of the statutes of 1971, is repealed.

22. Section 9 of the said act is repealed.

23. Section 10a of the said act, enacted by section 6 of chapter 28 of the statutes of 1971, is repealed.

24. Section 11a of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

25. Section 11b of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 8 of chapter 28 of the statutes of 1971, is repealed.

26. Sections 11c and 11d of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, are repealed.

27. Section 11f of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

28. Section 11g of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 10 of chapter 28 of the statutes of 1971, is repealed.

29. Sections 11h to 11k of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, are repealed.

30. Section 11l of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 11 of chapter 28 of the statutes of 1971, is repealed.

31. The Telecommunications Tax Act (1965, 1st session, chapter 28) is amended by adding after section 1 the following:

« **1a.** Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi. ».

32. Les articles 4a et 4c de ladite loi, édictés par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, sont abrogés.

33. L'article 4c de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 5 du chapitre 30 des lois de 1971, est abrogé.

34. L'article 4d de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967 et remplacé par l'article 6 du chapitre 30 des lois de 1971, est abrogé.

35. L'article 4e de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est abrogé.

36. L'article 4g de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est abrogé.

37. L'article 4h de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 8 du chapitre 30 des lois de 1971, est abrogé.

38. L'article 4i de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 9 du chapitre 30 des lois de 1971, est abrogé.

39. Les articles 4j et 4k de ladite loi, édictés par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, sont abrogés.

40. L'article 4l de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 10 du chapitre 30 des lois de 1971, est abrogé.

41. L'article 4m de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 11 du chapitre 30 des lois de 1971, est abrogé.

"**1a.** The Minister of Revenue shall have charge of the carrying out of this act.".

32. Sections 4a and 4c of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, are repealed.

33. Section 4c of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 5 of chapter 30 of the statutes of 1971, is repealed.

34. Section 4d of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967 and replaced by section 6 of chapter 30 of the statutes of 1971, is repealed.

35. Section 4e of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

36. Section 4g of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

37. Section 4h of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 8 of chapter 30 of the statutes of 1971, is repealed.

38. Section 4i of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 9 of chapter 30 of the statutes of 1971, is repealed.

39. Sections 4j and 4k of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, are repealed.

40. Section 4l of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 10 of chapter 30 of the statutes of 1971, is repealed.

41. Section 4m of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 11 of chapter 30 of the statutes of 1971, is repealed.

42. L'article 5 de ladite loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 30 des lois de 1971, est modifié en retranchant le paragraphe 3.

43. L'article 5c de ladite loi, édicté par l'article 13 du chapitre 30 des lois de 1971, est abrogé.

44. L'article 1 de la Loi des licences (Statuts refondus, 1964, chapitre 79) est remplacé par le suivant :

« **1.** Les licences accordées par le gouvernement sont émises en vertu de la présente loi, par les percepteurs du revenu désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'application de la présente loi dans les districts du revenu et pour la perception des droits, honoraires et autres frais qui s'y rapportent. »

45. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 1, les suivants :

« **1a.** Ces licences sont accordées sur paiement aux percepteurs du revenu des droits ci-après mentionnés, aux conditions prévues par la loi et suivant les formalités ci-dessous décrites, sauf exception ou modification prévue par la loi.

« **1b.** La surveillance et le contrôle des percepteurs du revenu sont confiés au ministre du revenu sauf en autant que prévu par arrêté en conseil. »

46. L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **2.** Les licences doivent être émises pour une année seulement ou pour une fraction d'année, conformément à la présente loi. »

47. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 2, le suivant :

« **2a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut :

a) fixer, déterminer, changer ou modifier les districts du revenu pour toute fin prévue par la loi;

42. Section 5 of the said act, replaced by section 12 of chapter 30 of the statutes of 1971, is amended by striking out subsection 3.

43. Section 5c of the said act, enacted by section 13 of chapter 30 of the statutes of 1971, is repealed.

44. Section 1 of the Licenses Act (Revised Statutes, 1964, chapter 79) is replaced by the following :

“ **1.** The licences granted by the Government are issued under this act, by the collectors of revenue designated by the Lieutenant-Governor in Council to apply this act in the revenue districts and collect the duties, fees and other dues related thereto.”

45. The said act is amended by adding after section 1 the following :

“ **1a.** Those licenses are granted upon payment to the collectors of revenue of the duties hereinafter mentioned, on the conditions determined by law and in accordance with the formalities hereinafter described, save as excepted or amended by law.

“ **1b.** The Minister of Revenue is entrusted with supervision and control of the collectors of revenue, save as provided by order in council.”

46. Section 2 of the said act is replaced by the following :

“ **2.** Licences shall be issued for only one year or a part of a year, in accordance with this act.”

47. The said act is amended by adding after section 2 the following :

“ **2a.** The Lieutenant-Governor in Council may :

(a) fix, determine, change or alter revenue districts for any purpose provided by law;

b) changer ou déterminer la forme des licences, de même que la date de leur émission ou de leur délivrance;

c) fixer, déterminer ou modifier les commissions devant être payées aux percepteurs, ainsi que leur frais de déplacement et les autres frais inhérents à l'application de la présente loi;

d) adopter tout autre règlement nécessaire à l'application de la présente loi. »

48. L'article 5 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot « le » par le mot « un ».

49. L'article 7 de ladite loi est modifié en insérant dans la huitième ligne, après le mot « percepteur », les mots « en cause ».

50. Les articles 11 et 12 de ladite loi sont abrogés.

51. L'article 13 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans les deux premières lignes, les mots « de la province »; et

b) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « assistant, ou par toute autre personne par lui nommée à cet effet » par les mots « substitut ou son adjoint ou par toute autre personne autorisée par le ministre à cet effet ».

52. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 15, les suivants:

« **15a.** Chaque percepteur du revenu doit rendre compte au ministre, au temps et de la manière établis par ce dernier, et lui transmettre en même temps tous les états qu'il est requis de fournir ainsi que tous les renseignements qui lui sont demandés.

« **15b.** Tout percepteur du revenu qui refuse ou néglige de rendre compte ou de faire remise à l'époque prescrite des sommes qu'il est tenu de remettre, est passible de la pénalité prévue à l'article 15c.

« **15c.** Tout percepteur du revenu qui refuse ou néglige de produire les rapports prescrits avec pièces justificatives ou au-

(b) change or determine the form of licences and the date of their granting or issue;

(c) fix, determine or alter the commissions to be paid to collectors and their travelling expenses and the other expenses connected with the application of this act;

(d) make any other regulation necessary for the application of this act."

48. Section 5 of the said act is amended by replacing the words "the collector" in the fifth line by the words "a collector".

49. Section 7 of the said act is amended by inserting, after the word "collector" in the eighth line, the word "concerned".

50. Sections 11 and 12 of the said act are repealed.

51. Section 13 of the said act is amended:

(a) by striking out the word "provincial" in the first line; and

(b) by replacing the words "by any other person appointed by him for that purpose" in the second, third and fourth lines by the words "associate or any other person authorized thereto by the Minister".

52. The said act is amended by adding after section 15 the following:

"**15a.** Each collector of revenue shall render account to the Minister, at the time and in the manner the Minister determines, and forward to him at the same time every statement he is required to furnish and all information requested of him.

"**15b.** Every collector of revenue who refuses or fails to render account or remit at the prescribed time the sums he is bound to send is liable to the penalty provided for in section 15c.

"**15c.** Every collector of revenue who refuses or fails to file the prescribed reports with vouchers or any other re-

tres documents requis, le ou avant le jour fixé pour leur production, est passible d'une pénalité de dix dollars pour chaque jour que dure l'omission jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents dollars.

« **15d.** Les droits et taxes perçus en vertu de la présente loi peuvent être appliqués par le lieutenant-gouverneur en conseil ou d'après les instructions du ministre, à l'acquittement des dépenses encourues pour la mise en application de la présente loi. »

53. Les articles 16 à 18 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

« **16.** Les percepteurs du revenu peuvent, en cas d'absence ou pour raison suffisante, s'adjoindre ou se substituer une ou plusieurs personnes avec la permission du ministre. Ces personnes exercent les mêmes pouvoirs et remplissent les mêmes fonctions à l'intérieur du mandat qui leur est confié.

« **17.** Les mots « percepteurs du revenu » et « percepteurs » comprennent les adjoints ou les substituts de ceux-ci. »

54. L'article 24 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots « de la province qu'il appartient » par les mots « en cause ».

55. L'article 25 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans la quatrième ligne, les mots « de la province » et

b) en retranchant, dans la cinquième ligne, les mots « de revenu ».

56. L'article 26 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans la cinquième ligne, les mots « de la province »; et

b) en retranchant, dans la sixième ligne, les mots « de revenu ».

57. L'article 28 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les sixième, septième et huitième lignes, les mots « de la province, ou à l'un de ses substituts, ou à

quired documents on or before the date fixed for their filing is liable to a penalty of ten dollars for each day during which the failure lasts, up to two thousand five hundred dollars.

“**15d.** The duties and taxes collected under this act may be applied by the Lieutenant-Governor in Council or as directed by the Minister, to pay the expenses incurred for the application of this act.”

53. Sections 16 to 18 of the said act are replaced by the following:

“**16.** The collectors of revenue may, in case of absence or for sufficient reason, engage one or more persons as deputies or associates with the permission of the Minister. These persons shall exercise the same powers and perform the same duties, within their mandate.

“**17.** The words “collectors of revenue” and “collectors” include their associates or deputies.”

54. Section 24 of the said act is amended by replacing the words “proper collector of provincial revenue” in the fifth line by the words “collector of revenue concerned”.

55. Section 25 of the said act is amended:

(a) by striking out the word “provincial” in the fourth line; and

(b) by replacing the words “for the revenue” in the fourth line by the words “for the”.

56. Section 26 of the said act is amended:

(a) by striking out the word “provincial” in the fifth line; and

(b) by striking out the word “revenue” in the sixth line.

57. Section 28 of the said act is amended by replacing the words “collector of provincial revenue, or to one of his deputies, or any person duly authorized

toute personne autorisée à cet effet par ce percepteur », par les mots « en cause, à l'un de ses substituts ou à l'un de ses adjoints ou à toute personne autorisée à cet effet par le ministre ».

58. L'article 30 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant les quatre premières lignes par ce qui suit:

« **30.** Les percepteurs du revenu ou l'un de leurs substituts ou de leurs adjoints, ou toute autre personne autorisée à cet effet, peuvent, au moyen d'un mandat »; et

b) en remplaçant, dans la treizième ligne, les mots « il peut » par les mots « ils peuvent ».

59. L'article 39 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la septième ligne, les mots « de la province qu'il appartient » par les mots « en cause ».

60. L'article 54 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la septième ligne, les mots « de la province ».

61. L'article 56 de ladite loi, modifié par l'article 82 du chapitre 28 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la septième ligne, les mots « de la province » par les mots « en cause »;

b) en retranchant, dans la huitième ligne, les mots « par ce dernier ou ».

62. L'article 68 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les septième et huitième lignes, les mots « de la province ».

63. L'article 71 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots « de la province ou à son assistant » par les mots « en cause »; et

thereto by the collector of provincial revenue in the fourth, fifth, sixth, seventh and eighth lines by the words "collector of revenue" concerned or one of his deputies or associates, or any person authorized thereto by the Minister".

58. Section 30 of the said act is amended:

(a) by replacing the first three lines by the following:

"**30.** The collectors of revenue or one of their deputies or associates, or any other person authorized thereto"; and

(b) by replacing the words "il peut" in the thirteenth line of the French text by the words "ils peuvent".

59. Section 39 of the said act is amended by replacing the words "proper collector of provincial revenue" in the fifth and sixth lines by the words "collector of revenue concerned".

60. Section 54 of the said act is amended by striking out the word "provincial" in the fifth and sixth lines.

61. Section 56 of the said act, amended by section 82 of chapter 28 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing the words "collector of provincial revenue" in the sixth line by the words "collector of revenue concerned";

(b) by striking out the words "such collector or by" in the seventh and eighth lines.

62. Section 68 of the said act is amended by striking out the word "provincial" in the seventh line.

63. Section 71 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "collector of provincial revenue or to his deputy" in the fifth and sixth lines of the first paragraph by the words "collector of revenue concerned"; and

b) en retranchant, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, les mots « de la province ».

64. L'article 72 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, les mots « de la province » par les mots « en cause »;

b) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 4°, les mots « de la province » par les mots « en cause »; et

c) en retranchant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 4°, les mots « par lui ou ».

65. L'article 73 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, le mot « le » par le mot « un ».

66. L'article 85 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la septième ligne, les mots « de la province ».

67. L'article 88 de ladite loi est modifié en retranchant le paragraphe 1°.

68. L'article 141 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne du paragraphe 4, les mots « de la province ».

69. Le titre de la section XIV de ladite loi: « Des poursuites » est remplacé par le suivant: « De l'application de la présente loi ».

70. Les articles 149 à 207 de ladite loi sont remplacés par le suivant:

« **149.** Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi. »]]

71. La présente loi entrera en vigueur à la date à laquelle entrera en vigueur la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 40*).

(b) by striking out the word "provincial" in the fourth line of the third paragraph.

64. Section 72 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "collector of provincial revenue" in the third line of paragraph 2 by the words "collector of revenue concerned";

(b) by replacing the words "collector of provincial revenue" in the fourth line of paragraph 4 by the words "collector of revenue concerned"; and

(c) by striking out the words "him or" in the fifth line of paragraph 4.

65. Section 73 of the said act is amended by replacing the words "the collector of provincial" in the fourth line of the second paragraph by the words "a collector of".

66. Section 85 of the said act is amended by striking out the word "provincial" in the seventh line.

67. Section 88 of the said act is amended by striking out paragraph 1.

68. Section 141 of the said act is amended by striking out the word "provincial" in the third line of subsection 4.

69. The title of Division XIV of the said act, "Prosecutions", is replaced by the following: "Administration of this act".

70. Sections 149 to 207 of the said act are replaced by the following:

"**149.** The Minister of Revenue shall have charge of the carrying out of this act."]]

71. This act shall come into force on the date of the coming into force of the Revenue Department Act (1972, chapter *insert here chapter number of Bill 40*).